



ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE 17 JUIN 2023

APPROFONDIR LA NUPES POUR LA FAIRE GAGNER



Née il y a un an, la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES) a suscité un immense espoir parmi notre peuple et au-delà même de nos frontières. Constituée dans la foulée et en grande partie grâce aux 22% obtenus par *l'Avenir en commun* et son candidat Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, elle a permis de se regrouper autour d'un programme **partagé de 650 mesures**, de rupture avec le capitalisme et le productivisme.

Elle a connu de premiers succès au moment des élections législatives, arrivant en tête au premier tour et empêchant le pouvoir macroniste de disposer d'une majorité à l'Assemblée nationale. Si cela n'a pas encore permis de l'emporter, du fait de manœuvres anti-républicaines organisées par la macronie à son encontre, la NUPES est devenue la première force d'opposition en faisant élire 151 député·es.

Pour gagner, la NUPES ne doit pas être qu'un accord entre groupes parlementaires à l'Assemblée nationale. Elle doit être une coalition politique puissante qui mène la bataille culturelle dans la société, participe aux mobilisations du pays et agit de concert dans les institutions. Nous l'avons fait en nous mobilisant ensemble pour la taxation des superprofits, contre la vie chère et dans le puissant mouvement contre **la réforme** des retraites à 64 ans **et pour la retraite à 60 ans. Mais malgré nos efforts, ce déploiement est trop souvent inégal en fonction des communes et des départements, se heurtant parfois à l'opposition locale ou nationale de certains de nos partenaires.**

Malgré ces limites, la NUPES s'est imposée dans le pays comme la seule force d'alternative crédible pour tou·tes celles et ceux qui veulent en finir avec le duo Macron-Le Pen. Elle est aujourd'hui notre bien le plus précieux pour conquérir le pouvoir et changer concrètement la vie des gens **et faire reculer durablement les idées d'extrême droite et le néolibéralisme**. Elle doit donc être renforcée à tous les échelons et de toutes les manières :

- **Par la mise en œuvre le plus rapidement possible d'une agora populaire, dans l'esprit du Parlement de l'Union Populaire**, permettant le dialogue et des initiatives communes **entre des militant·es NUPES et des** syndicalistes, associatif·ves, intellectuel·les, universitaires ou personnalités du monde de l'art et de la culture qui le souhaitent **afin** d'articuler nos combats pour un monde nouveau.
- **Par le déploiement de la NUPES sur l'ensemble du territoire à travers la mise en place d'assemblées ou d'agora locales** à l'échelle des communes, **des communautés de communes**, des circonscriptions ou des départements. **Ces assemblées doivent permettre l'implication directe de celles et ceux qui souhaitent participer à la NUPES sans rejoindre l'une de ses composantes afin de porter ensemble notre programme partagé.** Les militant·es de la France insoumise prendront contact avec les forces de la NUPES partout où c'est possible pour favoriser cette mise en place, **tout en prenant l'initiative en cas de blocage persistant de l'une des composantes de la NUPES.**

- **Par la constitution d'intergroupe de la NUPES dans les collectivités locales et dans les assemblées parlementaires nationales et européennes**, à l'image de l'intergroupe parlementaire de la NUPES existant à l'Assemblée nationale.
- **En permettant son élargissement à toutes les forces politiques, collectifs citoyens ou associations en accord avec son programme partagé.**

Pour être crédible, la NUPES doit également être cohérente et lisible. Plusieurs de ses composantes ont exprimé le souhait de candidatures communes en 2027. Nous le souhaitons également. Pour y parvenir, la NUPES doit donc approfondir son travail commun en étant unie dans l'ensemble des scrutins qui vont ponctuer la vie politique et démocratique du pays jusqu'à l'échéance permettant la prise du pouvoir.

Pour cela, nous avons souhaité que se constitue **un accord national permettant de présenter** des listes de la NUPES aux élections sénatoriales **sur l'ensemble du territoire. Mais aucun de nos partenaires ne le souhaite, préférant exclure la France insoumise de toute discussion commune. Nous déplorons cette situation qui favorise la dispersion des listes et risque de conduire au recul de la gauche et à la progression de la droite et de l'extrême droite au Sénat. Nous nous préparons donc à présenter** des candidat·es de la France insoumise aux élections sénatoriales, tout en continuant d'œuvrer à un rassemblement de la NUPES sur tout le territoire.

L'année prochaine auront lieu les élections européennes. Nous n'avons pas le droit d'échouer. Pour la première fois depuis l'élection présidentielle, un scrutin national permettra à l'ensemble du corps électoral de s'exprimer. Nous devons être à la hauteur de l'espoir de toutes les sympathisant·es de gauche : **elles et ils sont 76% à souhaiter une liste commune de la NUPES aux élections européennes. Nous saluons d'ailleurs l'initiative conjointe des mouvements de jeunesse de la NUPES qui ont engagé un travail pour un projet commun aux prochaines élections européennes.**

Il serait impensable d'annuler en quelques semaines l'acquis politique immense établi par la NUPES depuis sa création. **Car l'absence de liste commune de la NUPES risquerait de rendre impossible un accord national pour les élections municipales de 2026**, préparant ainsi un paysage totalement dispersé à un an de la date prévue pour les élections présidentielle et législatives. Comment imaginer pouvoir gagner ensemble en 2027 si nous avons été les un·es contre les autres à l'ensemble des scrutins électoraux depuis 2022 ? **Et comment pourrait-on offrir à nos adversaires** une telle fragilité alors que l'Assemblée nationale vit sous la menace permanente d'une dissolution ?

Une liste commune de la NUPES est indispensable pour l'avenir du pays ! Elle doit permettre d'arriver en tête du scrutin, de battre les macronistes et l'extrême droite et de nous constituer comme l'alternative au pouvoir déclinant **et à sa politique dévastatrice. Quel formidable espoir serait pour le pays notre victoire à cette occasion !**

Une liste commune est possible ! Notre programme partagé constitué pour les élections législatives contient déjà un chapitre commun consacré aux questions européennes. **Il rappelle notre volonté commune de faire bifurquer les politiques européennes, y compris en assumant de désobéir aux règles des traités européens qui empêcheraient la mise en œuvre de notre programme.** À partir de cela, nous pouvons nous accorder sur un programme d'actions commun pour le Parlement européen où 80% de nos votes sont déjà similaires et où nous menons déjà ensemble de nombreux combats. **Cela n'empêcherait pas la pluralité des groupes au Parlement européen, comme c'est déjà le cas à l'Assemblée nationale.** Mais comment peut-on imaginer que nos désaccords soient trop importants pour élire ensemble nos député·es au Parlement européen, mais ne posent pas de problème pour gouverner ensemble le pays ?

Une liste commune est aussi une nécessité européenne ! Car l'Union européenne est à la croisée des chemins. Sous l'impact de la crise sanitaire, les dogmes libéraux inscrits au cœur des traités européens ont montré leur incapacité à faire face aux immenses enjeux écologiques et sociaux. Le dérèglement climatique, la pandémie, la guerre en Ukraine et l'explosion des prix, **liée notamment à la spéculation des profiteurs de crise,** ont fait vaciller les croyances dans le marché, la concurrence libre et non faussée, le libre-échange généralisé et le tout-austérité. **En 2024, des questions centrales seront au cœur de la campagne :**

- La protection de l'énergie et des transports comme des services publics et des biens communs ? Ou leur abandon aux logiques de marché et à la rapacité des actionnaires ?
- Un véritable partage des richesses **avec la fin des paradis fiscaux, la taxation des superprofits et des grandes fortunes ?** Ou le retour des règles d'austérité **et la protection des fraudeur·ses fiscaux·les ?**
- La mise en place d'un véritable protectionnisme pour sauver nos industries, nos emplois, **nos conquêtes sociales** et de notre écosystème ? Ou la ratification de nouveaux accords de libre-échange **et l'encouragement des délocalisations ?**
- La conquête de nouveaux droits sociaux **et le refus de toute régression sociale et écologique ?** Ou le dumping social et la mise en concurrence des travailleur·es et leurs conditions de travail ?
- Une écologie **en rupture avec le capitalisme et le productivisme ? Ou une pseudo** écologie libérale qui fait payer la facture aux plus pauvres ?
- La fin de l'opacité dans les modes de décisions ou la toute-puissance des *lobbies* ?
- Un accueil digne des exilé·es ou des murs à nos frontières ?

Depuis plusieurs années, la droite européenne se recompose en se rapprochant de l'extrême droite. **Des alliances de droite et d'extrême droite se nouent de plus en plus comme en Italie, en Suède, en Finlande, en Hongrie ou en Pologne.** Leur agenda est antisocial, antiécologique, réactionnaire, autoritaire, raciste et xénophobe. Il s'exprime tous les jours sur la construction de murs aux frontières, la remise en cause des droits des femmes, la négation des droits des personnes LGBTI, la construction de discours identitaires racistes, le blocage de régulations environnementales et la régression des droits sociaux partout en Europe. **Dans ce contexte, une victoire de la NUPES enverrait un message décisif au reste de l'Europe en montrant qu'une alternative est possible.**

Pour toutes ces raisons, la France insoumise affirme sa détermination pour une liste commune de la NUPES aux élections européennes de 2024 et appelle toutes les composantes de la NUPES à se retrouver pour construire ensemble un programme d'action commun.

Nous appelons à la multiplication des rencontres locales pour permettre cette nouvelle étape de la NUPES et nous appuierons toutes les initiatives qui iront dans ce sens.

AR 23

ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE 17 JUIN 2023

Événements fondateurs, les Conventions et les Assemblées représentatives permettent la construction collective de la France insoumise.

Ces rassemblements fixent les objectifs et les campagnes du mouvement en respectant le travail de fédération autour du programme *l'Avenir en commun*.

Ils proposent également de réfléchir à de nouvelles formes d'actions, à la création de nouveaux outils et à l'évolution des différents supports programmatiques.

La France insoumise se réunira au moins deux fois par an en Assemblée représentative. Les Assemblées représentatives réunissent les animateur·rices des Pôles et des Espaces du mouvement, ainsi qu'un·e insoumis·e tiré·e au sort parmi les animateur·rices de groupes d'action certifiés de chaque département, des Outre-mer et des Français·es de l'étranger. Les Assemblées représentatives font le lien entre la Coordination des Espaces et les groupes d'action de la France insoumise.

